

Communiqué de Presse de Benoit Hamon

Candidat à l'élection présidentielle

Ce matin, Donald Trump est devenu le 45^{ème} Président des Etats-Unis d'Amérique. La leçon de cette élection est simple : lorsqu'on ne protège plus le peuple, il se venge. Contraint à un choix impossible, le peuple se vengera demain en Europe si nous n'agissons pas. Regardons ce qu'il se passe en Autriche et en Allemagne, en Grande-Bretagne avec le Brexit, en Hongrie avec Victor Orban et en France, où Marine Le Pen est plus proche que jamais du pouvoir.

Le modèle néolibéral ne protège pas le peuple. Hier, l'Amérique a choisi la seule voie de sortie qui lui était proposée : un populisme nationaliste, xénophobe et obscurantiste. Rien ne serait pire aujourd'hui que de perpétuer ce système. Parmi les candidats à la présidentielle, beaucoup pourtant le proposent : depuis l'impuissance volontaire d'un François Hollande résigné, à la régression sociale et la crispation identitaire proposés par la droite, en passant par l'angélisme libéral et technologique d'Emmanuel Macron.

Ici comme aux Etats-Unis, ces Clinton français ne gagneront pas contre Marine Le Pen. Ce matin, tout le monde redécouvre que Bernie Sanders aurait sans doute battu Donald Trump. Mais dès le départ, les médias avaient choisi la candidate "utile" et non le candidat audacieux. Alors que nos démocraties étouffent, les élites politiques manquent d'ambition et rejettent en leur sein toutes les forces d'innovation et de progrès. Le "réalisme" et le vote utile ont tué la confiance et l'espoir d'une alternative.

En France, il n'est pas trop tard pour éviter le pire. Nous devons nous mobiliser dès maintenant pour faire triompher en 2017 la gauche des libertés face à la droite fermée, la gauche de l'égalité face au libéralisme indompté. Sur le plan européen, il faut commencer par arrêter les traités de libre-échange qui remettent en cause nos préférences collectives, le TAFTA comme le CETA. Ensuite, il faut lancer un grand plan d'investissements qui permette de recréer des emplois, des infrastructures et de l'activité, notamment dans les territoires les plus délaissés par l'Europe aujourd'hui. Enfin, il faut faire cette Europe sociale, harmoniser nos législations pour aller vers une Europe véritablement protectrice de ses citoyens et de ses travailleurs, ce qui nécessite une remise en cause de la directive travailleurs détachés.

Le temps presse et le choix se fait maintenant. En mai 2017, au premier tour de l'élection présidentielle, il sera déjà trop tard. Comme Bernie Sanders, je veux proposer aux Français une autre voie pour sortir du système en créant une société moins inégalitaire, plus protectrice et plus fraternelle. C'est en janvier, à la primaire, qu'il faut changer le cours des choses.